

## Pourquoi la démocratie telle que nous l'avons connue en Europe est sérieusement menacée (et Davos se penche sur le problème)



4e révolution industrielle, crise des migrants : les questions posées au forum de Davos sont essentielles à la stabilité politique des démocraties. Selon l'organisateur du forum, le phénomène migratoire actuel pourrait n'être que l'apéro et concerner au total 1 milliard d'individus.

Avec Nicolas Goetzmann
Avec Gérard-François Dumont
Avec Vincent Tournier

**Atlantico : Au cours d'une interview, Klaus Schwab, Président du forum économique mondial, s'est inquiété des répercussions de l'effondrement des cours des matières premières, notamment sur son impact sur les flux migratoires " Regardez combien de pays africains dépendent des revenus des exportations pétrolières" "Et maintenant imaginez 1 milliard d'habitants, imaginez qu'ils se dirigent tous vers le nord". Au-delà de l'alarmisme, comment évaluer le potentiel de flux migratoires ayant pour cause la situation économique actuelle ? Karl Schwab a-t-il raison lorsqu'il indique que la crise migratoire actuelle, concernant les réfugiés, pourrait être éclipsée par cette nouvelle dynamique de migrants économiques ?**

**Gérard-François Dumont :** Karl Schwab a, à la fois, raison et tort, mais se tait sur les véritables causalités. La probabilité de migrations de pays africains subissant la baisse du cours des matières premières peut se concrétiser chez certains, mais non pour d'autres. Elle est plus élevée dans des pays dont les gouvernements ont pris l'habitude d'acheter la paix sociale – et les électeurs – avec les fortes recettes issues de la vente des matières premières. On peut penser par exemple à des pays, comme l'Algérie ou le Venezuela, où l'Etat-providence est au cœur du contrat social entre le pouvoir et les habitants et où l'argent des matières premières n'a guère été utilisé pour diversifier l'économie. Dans ces pays, la baisse du prix des matières premières diminue mécaniquement les recettes budgétaires de l'Etat et abaisse donc les moyens publics pour des allocations d'assistance ou des subventions aux biens de première nécessité.

En revanche, dans les pays où le fonctionnement est tel que les bénéfices de la vente des matières premières se concentrent sur des personnes en situation de pouvoir les prélever, sans guère profiter à l'ensemble de la population, la situation paraît assez différente. Dans des pays comme la République Démocratique du Congo, les variations des cours des matières premières peuvent concerner le clan de tel ou tel homme politique, mais peu l'immense majorité de la population, car il n'y a pas de répartition de la manne touchée par les tenants du pouvoir sous forme d'une assistance organisée.

Les effets de la baisse des matières premières peuvent donc être contrastés selon les pays. Certes, si se combine l'appauvrissement observable d'une population, et une mauvaise gouvernance ne laissant pas l'espoir d'un développement, les personnes escomptant

---

trouver des revenus dans d'autres pays dont ceux du Nord, peuvent émigrer.

Mais il faut distinguer les véritables causes, et c'est là que l'analyse de Klaus Schwab est la plus contestable : l'appauvrissement actuel des pays africains riches en hydrocarbures est moins lié à la baisse du prix du pétrole qu'à des années de politiques économiques déplorables. En conséquence, un effondrement du prix des matières premières peut être une chance s'il pousse des pays à transformer leur économie de rente en une économie productive, et donc à s'éloigner de ce qu'on appelle le « syndrome hollandais » selon lequel les économies abondamment dotées en ressources naturelles tendent à connaître une croissance relativement plus faible par rapport aux économies qui en sont dépourvues.

Concernant la diminution des investissements dans les matières premières liées à leur baisse de rentabilité, la situation est, là aussi, différente selon les pays. Une typologie simple conduit à différencier deux catégories de pays. Dans les premiers, les bénéfices résultant des matières premières étaient largement réinvesties dans le pays pour y développer des infrastructures et des logements ; la diminution des investissements directs de l'étranger des grandes entreprises multinationales d'exploitation de matières premières peut alors être défavorable à leur économie. Dans un autre type de pays, les recettes des matières premières donne lieu par les prévaricateurs à nombre des placements à l'étranger et elles ne sont donc malheureusement pas réinvesties dans le pays. La baisse des recettes des matières premières touche alors surtout une « nomenclatura ».

### **Du point de vue des européens, ou en est-on en termes de prise de conscience de ce phénomène ? Quelles sont les dispositions à prendre pour permettre de faire face à une telle situation ? En quoi l'échelon européen peut être un atout ou une faiblesse au regard du défi posé ?**

**Gérard-François Dumont** : L'Union européenne n'a nullement anticipé la baisse du prix des matières premières, puisque nombre de ses textes des dernières années s'appuient sur la théorie d'un très proche « pic pétrolier » et d'un pétrole qui devrait caracoler vers 200 dollars le baril, alors que l'année 2016 commence avec un baril à moins de 40 dollars. Parallèlement, on n'accepte guère de considérer que nos politiques d'aide publique au développement, c'est-à-dire les dons et les prêts préférentiels transférés de pays du Nord vers des pays du Sud, ont une faible efficacité. En effet, il n'y a aucune corrélation entre l'importance des aides publiques au développement (APD) perçues par les pays du Sud et leur progrès en matière de développement. Cette absence de corrélation s'explique notamment par un mauvais suivi de l'utilisation des financements accordés.

Pour améliorer la situation, des pays comme la France devraient modifier leurs politiques d'aide. En effet, ces dernières décennies, la France a considéré qu'il fallait favoriser les actions multilatérales dans l'aide publique au développement. Pourtant, dans ce type de politique, le contrôle des financements donnés à des pays du Sud est plus lâche que dans le cadre d'une aide bilatérale. La France ferait mieux de rapatrier les sommes qu'elle donne à des organisations internationales pour les affecter elles-mêmes et mieux contrôler le bon usage de leur distribution.

### **Le forum économique mondial, dans son édition 2015, évoquera la notion de 4<sup>e</sup> révolution industrielle, qui, selon Karl Schwab, serait susceptible de provoquer la disparition de 20 millions d'emplois, soit un impact sans précédent sur les classes moyennes des pays développés. Ces prévisions sont-elles réalistes ?**

**Nicolas Goetzmann** : En septembre 2013, les économistes Frey et Osborne publiaient un rapport ([à lire ici](#)) relatif à l'impact des nouvelles technologies sur l'emploi. En analysant les effets de l'informatisation, de l'automatisation, de la robotisation sur 702 métiers, le rapport concluait que 47% des emplois existants aujourd'hui seront fortement menacés à l'avenir, 19% moyennement menacés, alors que seuls 33% des emplois ne sont que faiblement menacés. Mais à la différence des précédentes révolutions industrielles, cette nouvelle ère technologique viserait principalement les emplois faiblement rémunérés et faiblement qualifiés. Ce qui vient confirmer les propos de Karl Schwab, qui a le mérite de mettre les responsables politiques face à leurs responsabilités. Un autre aspect de la question a trait à la rapidité du mouvement, parce que ce bouleversement pourrait survenir sur une période de 10 à 20 ans. C'est-à-dire en un clin d'œil. De plus, il est important de ne pas oublier que ces mêmes emplois faiblement qualifiés ont déjà subi une forte concurrence des pays émergents au cours des 30 dernières années, c'est-à-dire que les populations qui sont aujourd'hui les plus à risque sont déjà celles qui ont le plus souffert dans le passé.

### **Les Etats sont-ils totalement démunis face à ce choc annoncé sur l'emploi ? Quels sont les leviers disponibles permettant de contrer un tel choc ?**

**Nicolas Goetzmann** : Tout d'abord, le fait que 20 millions d'emplois soient détruits ne signifie pas que de nouveaux emplois ne vont pas être créés. L'essentiel ici est de pouvoir compter sur des hauts niveaux d'innovation permettant de faire émerger de nouveaux métiers. Cela implique que les entreprises soient bien plus incitées à l'investissement et à l'innovation, ce qui supposerait déjà une véritable reprise économique en Europe. Cependant, il n'y a aucune raison de douter de l'émergence de ces nouveaux métiers, il suffit de comptabiliser l'ensemble des activités qui n'existaient pas il y a 10 ans. La différence, c'est surtout l'accélération du phénomène de rotation. La difficulté tient donc au fait que ces nouveaux emplois impliqueront à priori des compétences qui vont évoluer de plus en plus vite. L'idée d'un métier qui dure le temps d'une carrière est de l'histoire ancienne. Les salariés vont devoir s'adapter au fil des années à ces nouveaux emplois, tout comme les entreprises vont devoir offrir à leurs salariés la possibilité de se former au gré de ces besoins. De plus, et comme l'ont déjà indiqué les économistes Frey et Osborne, les décideurs politiques doivent déjà tenir compte du fait que ce sont les personnes les moins formées, les moins éduquées qui vont être en première ligne. Ce sont les politiques d'éducation qui doivent être privilégiées, bien avant la formation, et ce à tous les étages, que ce soit dès les premières années de la vie jusqu'aux études supérieures. De la même façon, la question du traitement des inégalités, déjà au centre du débat aujourd'hui, devrait encore prendre de l'importance.

**Dans un article datant de 1989, en réponse à la notion de "Fin de l'Histoire" de Francis Fukuyama, le philosophe américain Allan Bloom s'inquiétait de voir un potentiel retour du fascisme Europe, ceci sous le double effet de la chute du communisme et du caractère décevant, à terme, du libéralisme. "Les nations européennes, qui ne parviennent pas à trouver une approche rationnelle pour exclure les**

---

## ***innombrables immigrants potentiels de leur patrie, s'en remettent à un retour vers les mythes nationaux". En quoi les défis posés aux nations européennes seraient ils accentués par un vide idéologique, pouvant lui-même alimenter un retour du fascisme ?***

**Vincent Tournier** : Cette réflexion d'Allan Bloom touche juste sur un point : il existe dans les sociétés démocratiques ou « libérales » une forme d'ennui, de désenchantement. Nos sociétés développées instaurent une sorte de tranquillité, de normalité, de torpeur qui ne satisfait pas une partie de la population, notamment chez les jeunes, lesquels peuvent avoir soif de radicalité, rêver de gloire et de révolution et juger que le présent est insatisfaisant et frustrant. Ce n'est pas nouveau. François Furet en parlait dans son livre *Le passé d'une illusion* publié en 1994 à propos de l'émergence des mouvements révolutionnaires après la Première guerre mondiale, qu'il s'agisse du fascisme ou du stalinisme. Aujourd'hui, le contexte est de nouveau favorable depuis la victoire du libéralisme sur le marxisme dans la période post-1989. L'islamisme peut d'ailleurs être vu comme une idéologie qui a pris la succession du communisme dans la contestation de la société bourgeoise et matérialiste.

Cela dit, existe-t-il un péril fasciste aujourd'hui ? Le contexte actuel n'est plus celui des années 1920-1930. Certains intellectuels ou leaders d'opinion sont obsédés par l'idée que le fascisme puisse revenir (le fameux « ventre encore fécond d'où est sorti la bête »). Ils se donnent donc pour mission de traquer le moindre signe susceptible d'évoquer son retour, quitte à faire des contresens énormes comme on l'a vu récemment avec la déchéance de nationalité. Tout à leur traque, ils commettent toutefois deux erreurs. La première est de croire que l'histoire se répète alors que l'extrême-droite actuelle n'a plus rien à voir avec le fascisme historique. La seconde est de ne pas prendre au sérieux l'émergence de ce nouveau totalitarisme qu'est l'islamisme. Il est même troublant de voir que l'islamisme suscite une certaine complaisance, parfois même une fascination (c'est le cas des convertis), qui n'est pas sans rappeler l'enthousiasme qu'éprouvaient nombre de personnes, y compris chez les intellectuels, envers les mouvements extrémistes de l'entre-deux guerres, violence incluse. Dans les deux cas, on trouve le même mépris pour la société française, son histoire, ses institutions, son mode de vie. Cela conduit à une certaine indulgence ou complaisance à l'égard de ceux qui prônent un changement radical, même si ces derniers défendent des valeurs profondément rétrogrades, ce qui était aussi le cas du fascisme et du communisme.

### **Qu'est-ce qui pourrait précipiter ce retour fascisant et quelles solutions selon vous ?**

**Vincent Tournier** : En toute rigueur, il est difficile de penser sérieusement que l'on assiste au retour du fascisme, surtout quand on voit que le Front national se fait désormais le défenseur des femmes, des juifs, des homosexuels et même de la laïcité. Si l'on se situe sur le strict plan des principes démocratiques, le FN paraît moins problématique que la quasi-exclusion d'un quart des électeurs français de toute représentation politique. Cette exclusion n'est pas acceptable dans un régime démocratique et devrait susciter davantage de critiques.

Curieusement, la crainte obsessionnelle de voir ressurgir le fascisme n'a pas provoqué une levée de boucliers devant la montée des violences antisémites depuis les années 2000. Que se serait-il passé pourtant si celles-ci étaient venues de l'extrême-droite ?

Cette situation cache un problème plus profond. On assiste en France à l'émergence d'un nouveau type de fascisme pour lequel nous n'avons pas les bonnes grilles de lecture. C'est un fascisme moins politique, moins structuré, qui se manifeste surtout à travers des actes individuels, souvent des intimidations, des micro-agressions plus ou moins sérieuses, des regards de travers dont chacun sait pertinemment qu'ils peuvent dégénérer en hyper-violence. Les événements de Cologne en sont une manifestation, mais des phénomènes comparables ont lieu ailleurs en Europe et ne concernent pas que les femmes.

Le problème est que les sociétés européennes ont décidé de rester aveugles face à cette réalité. On l'a vu à Cologne, mais aussi en Grande-Bretagne ou en Suède : les autorités de police hésitent à en parler et masquent parfois les informations. En France, l'étude de la délinquance ordinaire reste muette sur ce point. Nous disposons d'une armée de sociologues, mais nous n'avons pratiquement aucune étude sur l'origine des agresseurs et le profil des agressés. Les violences contre les femmes, qui sont pourtant supposées retenir l'attention des gouvernements de gauche et de droite, ne sont pas documentées, de même que le harcèlement scolaire. On a affaire à un aveuglement qui est institutionnellement organisé et intellectuellement justifié. Cet aveuglement traduit le refus de s'attaquer à la source des problèmes. C'est une attitude qui paraît pour l'heure beaucoup plus préoccupante qu'un hypothétique retour des pulsions fascistes dans l'électorat.